

**SOUTIEN AUX RÉSIDENTS
DU FOYER DE BOULOGNE BILLANCOURT !
NON À LA POLITIQUE D'EXPULSIONS ET
D'ENCASERNEMENT D'ADOMA !
TOUS DEVANT LE SIÈGE D'ADOMA-CDC
33 ave Pierre-Mendès France Paris 13ème
MERCREDI 29 JUIN 2022 À PARTIR DE 16H.**

Mercredi 29 juin à partir de 16h, le comité de résidents du foyer de Boulogne Billancourt appelle à un rassemblement devant le siège d'ADOMA-CDC pour protester contre sa politique d'expulsions et d'attaques juridiques contre les résidents.

Au mois de mai, 119 résidents ont été assignés devant le tribunal et vont certainement être condamnés à être expulsés pour ne pas avoir payé une dette, résultat d'une grève de loyers contre l'ancien gestionnaire COALLIA et qu'ADOMA a racheté pour 1 euro symbolique.

La grève a été déclenchée au mois de mai 2016. 444 résidents en tout sont concernés, répartis entre les deux sites du foyer de Boulogne. Rappelons le contexte du mouvement de grève.

Après plus d'un an de négociations devant amener à des travaux de mise aux normes du bâtiment et une rénovation de la cuisine collective du foyer, les forces de police et le personnel de Coallia sont intervenus brutalement le 24 mai 2016, sans préavis, pour fermer la cuisine de la rue Nationale et placer les cuisinières en garde à vue.

Les résidents se sont mis en grève de loyers tout de suite pour dénoncer les conditions de vie détestables dans le foyer, pour réclamer la réouverture de leur cuisine et le départ du gérant. Ils ont organisé des rassemblements au mois de mai devant le siège de COALLIA et à la fin du mois de septembre devant la mairie de Boulogne. Le maire de Boulogne n'a pas daigné les recevoir.

Au mois de novembre, le maire de Boulogne et Franck Calderini, ancien DG de Coallia, ont été vus en train de visiter le foyer sans qu'aucune discussion ou aucun avertissement n'ait été donné aux délégués élus des résidents du foyer.

Depuis plusieurs années, le foyer est en attente d'un projet de réhabilitation qui ne vient pas. Le quartier, à côté des anciennes usines de Renault Billancourt, se construit et se densifie, mais avec des logements destinés aux riches. De l'époque où il s'agissait d'une zone industrielle, personne ne pensait que d'y loger des travailleurs immigrés était anormal. Aujourd'hui, avec le changement de peuplement du quartier, la présence du foyer devient un problème provoquant des tensions.

Dans la nuit du 15 décembre 2016, un incendie criminel a provoqué la mort d'un habitant, plusieurs blessés et des dégâts importants. Les personnes à l'origine de ce drame n'ont jamais été identifiées ou arrêtées.

Depuis le 1er avril 2018, Coallia, en difficultés financières, et le propriétaire Antin Résidences ont cédé la gestion et vendu le foyer, y compris ses dettes, à Adoma. Pendant deux ans, Adoma n'en a rien fait, mais aujourd'hui Adoma réclame leur paiement. Les résidents refusent. D'une part des travaux de mise aux normes n'ont jamais été terminés, leur cuisine collective n'a jamais été ré-ouverte, et enfin, ils estiment que leur différend ne concerne pas Adoma.

Ce n'est pas parce que ADOMA rachète une dette à 1 euro que les résidents doivent leur payer plus d'un million.

Derrière ces procédures, derrière l'échec de la tentative de médiation, il y a le risque d'un projet visant à éliminer tout simplement les deux structures et d'expulser en masse leurs résidents. Cela constituerait un programme de purification ethnique et sociale d'un quartier destiné à s'enrichir sans aucun espace pour la mixité.

Le programme de réhabilitation des anciens foyers de migrants touche à sa fin. Il est de plus en plus clair que le but du programme était de saisir le prétexte du manque d'entretien et réparation des anciens bâtiments pour :

- chasser une bonne partie de la population immigrée du bâtiment et par ricochet du territoire,
- pousser ceux qui restent à dépenser de plus en plus de leur revenu en France, couper la possibilité d'aider la famille et de participer à la modernisation du village en Afrique. Rappelons que le projet migratoire des habitants a toujours été de sacrifier leur vie au travail ici pour pouvoir soutenir la famille et fournir l'espoir d'un meilleur avenir pour leurs jeunes restés là-bas,
- réduire à néant la vie sociale des résidents en éliminant les espaces collectifs, soumettre les résidents à un contrôle autoritaire et invasif, anéantir le rôle des foyers comme lieux de vie culturelle des travailleurs immigrés africains et maghrébins, comme lieu d'accueil et d'intégration pour les nouveaux venus.

ADOMA, avec un chiffre d'affaires de 450 millions d'euros en 2020, a largement les moyens de mettre en œuvre une autre politique, d'écouter ses comités de résidents et d'adapter ses projets de bâti et de règlement aux désirs et aux modes de vie de ses résidents. Son refus est l'expression d'une volonté politique – libérale, capitaliste, raciste et colonialiste.

C'est pour protester contre l'ensemble de cette politique, et notamment contre les menaces d'expulsions et le refus de négocier qui pèse sur le foyer de Boulogne Billancourt, que les résidents et leurs délégués appellent à un rassemblement devant le siège d'ADOMA-CDC.

Mercredi 29 juin 2022 à partir de 16h
Siège Social d'ADOMA-CDC,
33 ave Pierre-Mendès France Paris 13ème
(métro « Quai de la Gare » (L6) ou « Gare d'Austerlitz (L5 ou RER-C)

*Comité de résidents des foyers Boulogne Billancourt, Tél. 06 74 54 05 70
avec le soutien du Copaf, Droit au Logement...*